COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 23 novembre 2012
(convocation du 12 novembre 2012)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Trois Novembre Deux Mil Douze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÛZERE Jean-Marc, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUILLEMOTEAU Patrick, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à partir de 11h50
M. CAZABONNE Alain à M. BONNIN Jean-Jacques
M. BRON Jean-Charles à M. BRUGERE Nicolas à partir de 12h40
Mme CARTRON Françoise à M. TURON Jean-Pierre
Mme CURVALE Laure à M. DANJON Frédéric à partir de 12h
Mme FAYET Véronique à M. ROBERT Fabien jusqu'à 10h
M. GELLE Thierry à Mme BONNEFOY Christine
M. LAMAISON Serge à M. LABISTE Bernard jusqu'à 11h
Mme LIRE Marie-Françoise à M. DUPOUY Alain jusqu'à 10h45
M. PIERRE Maurice à M. TOUZEAU Jean jusqu'à 10h
M. PUJOL Patrick à M. GUICHEBAROU Jean-Claude
M. SAINTE-MARIE Michel à M. BAUDRY Claude jusqu'à 9h45
M. SOUBIRAN Claude à M. DUPRAT Christophe
Mme TERRAZA Brigitte à Mme BOST Christine à partir de 12h55
Mme BREZILLON Anne à Mme PIAZZA Arielle à partir de 11h50
Mme CAZALET Anne-Marie à Mme TOUTON Elisabeth

M. CAZENAVE Charles à Mme CHAVIGNER Michèle
M. CHARRIER Alain à M. ANZIANI Alain à partir de 12h40
M. DAVID Jean-Louis à M. BRON Jean-Charles
M. DAVID Yohan à Mme. COLLET Brigitte
Mme DELATTRE Nathalie à Mme WALRYCK Anne
Mme DESSERTINE Laurence à M. DUCASSOU Dominique
Mlle EL KHADIR Samira à M. DUBOS Gérard
Mme EWANS Marie-Christine à M. CHARRIER Alain
jusqu'à 12h40 et M. TRIJOLET Thierry à partir de 12h40
M. GUICHOUX Jacques à Mme BALLOT Chantal
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. SOLARI Joël
M. LOTHAIRE Pierre à M. SIBE Maxime
M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane
Mme PARCELIER Muriel à M. DELAUX Stéphan
M. REIFFERS Josy à M. BOUSQUET Ludovic
Mme SAINT-ORICE Nicole à Mme LAURENT Wanda

LA SEANCE EST OUVERTE

Régie PARCUB - Modification des statuts - Décision - Autorisation

Monsieur OLIVIER présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La Communauté urbaine de Bordeaux assure depuis le 12 mai 1975 la gestion directe de la fourrière automobile communautaire.

Par délibération n°2010/0522 en date du 9 juillet 2010 le Conseil de Communauté a décidé de confirmer l'exercice de la compétence du service public de la fourrière automobile exercée depuis sa création en régie directe par la Communauté urbaine de Bordeaux.

Par ailleurs, par délibération n°2010/0855 en date du 26 novembre 2010, le Conseil de Communauté a décidé de faire exercer, dans le cadre d'une gestion publique, son service public de la fourrière automobile par la régie communautaire PARCUB à compter du 1er janvier 2011.

Ce transfert de gestion a nécessité en premier lieu de faire évoluer les statuts de la Régie PARCUB en y intégrant les clauses relatives à l'exercice de l'exploitation du service de la fourrière automobile communautaire et ce afin de permettre l'exercice de cette nouvelle activité.

En effet, l'exercice de cette compétence, qui est un service public administratif a imposé des modifications notamment quant aux pouvoirs du président du conseil d'administration, du directeur de la régie, ainsi qu'en matière de comptabilité publique (budgets séparés, comptabilité analytique...). De plus, la gestion de la fourrière automobile devait être distincte des autres activités de la régie qui relève d'une autre nature juridique.

Dans le cadre de cette délibération précitée les statuts avaient été également complétés en ce qui concerne les participants au conseil d'administration (participation de représentants du personnel et d'associations d'usagers).

Cette évolution du champ de compétence de la Régie PARCUB a conduit à une distinction dans les statuts actuels de PARCUB entre l'activité d'exploitation des parcs de stationnement (service public industriel et commercial) et l'activité de service public administratif (gestion de la fourrière automobile).

En s'appuyant sur les dispositions de l'article R2221-22 du Code Général des Collectivités Territoriales selon lesquelles « *le représentant légal d'une régie est, soit le directeur lorsqu'il s'agit d'une régie chargée de l'exploitation d'un service public à caractère industriel et commercial, soit le président du conseil d'administration lorsqu'il s'agit d'une régie chargée de l'exploitation d'un service public à caractère administratif* », les statuts actuels de PARCUB disposent que :

- Pour l'activité de gestion des parcs de stationnement, le directeur est l'ordonnateur de la régie et à ce titre, il prescrit l'exécution des recettes et des dépenses (article 15 des statuts).
- Pour l'activité de gestion de la fourrière automobile, le président du Conseil d'Administration est l'ordonnateur de la régie et à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses (article 16.1 des statuts).

Dans le cadre d'observations provisoires formulées à l'attention de la Régie Parcub, la Chambre Régionale des Comptes a fait part du fait que la Régie Parcub devait être qualifiée « d'établissement public à double visage », mais que s'agissant d'un établissement unique il ne pouvait y avoir qu'un seul ordonnateur.

De plus, la qualification de l'activité principale emportant le choix de l'organisation générale, les dispositions à appliquer seraient les suivantes :

- Pour une régie gérant un service public à caractère administratif et ayant une activité annexe à caractère industriel et commercial : l'ordonnateur en est le président du Conseil d'Administration.
- Pour une régie gérant un service public à caractère industriel et commercial et ayant une activité annexe à caractère administratif : l'ordonnateur en est le directeur.

En ce qui concerne la régie PARCUB, la gestion de la fourrière automobile peut être considérée comme l'activité annexe de cet établissement, la gestion des parcs de stationnement étant l'activité principale.

De ce fait en vertu des dispositions précitées, l'ordonnateur unique de Parcub serait le directeur de la Régie.

Les statuts joints à la présente délibération ont été modifiés en ce sens.

Ceux-ci mentionnaient jusqu'alors mention dans leur article 15 « *Le Directeur est le représentant légal et l'organe exécutif de la Régie pour les affaires concernant le service des parcs de stationnement.*

Il assure, sous l'autorité et le contrôle du Président du Conseil d'administration, le fonctionnement de la Régie. Le directeur de la régie en sa qualité de directeur général :

- [...]

- o est l'ordonnateur de la Régie et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses ; [...]* »

et dans leur article 16.1 « Le Président du Conseil d'administration est le représentant légal et l'organe exécutif de la Régie pour les affaires concernant le service de la fourrière automobile. A cet effet :

- [...] ;

- o Il est l'ordonnateur de la Régie et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses ; [...]*».

Il est proposé d'ajouter la formulation suivante à l'article 14.2.1: « La régie PARCUB étant un établissement unique gérant à la fois un service public à caractère administratif (service de la fourrière automobile) et un service public à caractère industriel et commercial (stationnement), il ne peut y avoir qu'un seul ordonnateur.

La qualification de l'activité principale emportant le choix de l'organisation, il est convenu que la régie PARCUB gère à titre principal un service public à caractère industriel et commercial et une activité annexe à caractère administratif.

De ce fait, le directeur est l'ordonnateur de la Régie et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses ». Cette nouvelle formulation implique la suppression des dispositions relatives à la qualité d'ordonnateur figurant aux articles 15 et 16.1 cités précédemment.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

ENTENDU le rapport de présentation

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1412-1 et suivants ;

DECIDE

Article 1 : Les nouveaux statuts de la régie PARCUB tels qu'annexés à la présente délibération sont approuvés ;

Article 2 : En conséquence, les statuts de la régie PARCUB approuvés par délibération n° 2010/0855 du Conseil de Communauté en date du 26 novembre 2010 sont abrogés et remplacés à la date de prise d'effet de la présente délibération par les nouveaux statuts.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 23 novembre 2012,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
28 NOVEMBRE 2012

PUBLIÉ LE : 28 NOVEMBRE 2012

M. MICHEL OLIVIER